

## MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

**Beauvais (60) – Cathédrale Saint-Pierre**

### **ACHEVEMENT DE LA RESTAURATION DES TOITURES, RESTAURATION DES VOÛTES, DEPOSE DES ETAIEMENTS DU TRANSEPT ET DE LA NEF, PROTECTION INCENDIE DES COMBLES**

#### **LOT 12 : BROUILLARD D'EAU**

#### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**N° de la consultation :** DRAC-HDF-2023-0002

**Procédure de passation :**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en vertu des articles R 2123-1-1° et R 2131-12 du code de la commande publique.

**Maître d'ouvrage :**

Direction Régionale des Affaires Culturelles Hauts-de-France  
Conservation Régionale des Monuments Historiques  
Site d'Amiens  
5, rue Henri Daussy – CS 44407  
80044 Amiens cedex 1  
Téléphone : 03 22 97 33 58 ou 03 22 97 33 89

**Maître d'œuvre :**

REGIS MARTIN  
Architecte en chef des Monuments Historiques  
LE BREUIL BENOIT  
27810 MARCILLY SUR EURE/ Téléphone : 02-37-43-00-30

**Date et heure limites de réception des offres : le 06/09/2023 à 16h00**

**Réponse électronique obligatoire sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE**  
**([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr))**

## ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur :

**L'ACHEVEMENT DE LA RESTAURATION DES TOITURES, RESTAURATION DES VOÛTES, DEPOSE DES ETAIEMENTS DU TRANSEPT ET DE LA NEF, PROTECTION INCENDIE DES COMBLES**

### LOT 12: BROUILLARD D'EAU

Le présent marché s'inscrit comme un lot de l'opération principale intitulée « achèvement de la restauration des toitures, restauration des voûtes et dépose des étalements du transept et de la nef, protection incendie des combles ».

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges joint au dossier de consultation.

**NOTA :** Le titulaire du Lot 12 Brouillard d'eau aura la responsabilité de mettre à disposition les informations techniques nécessaires aux interfaces avec les autres lots l'accompagnant, notamment les Lot 2 Maçonnerie-Pierre de taille, lot 5 Charpente-Menuiserie et lot 11 Electricité-SSI.

### 1.1. DIVISION EN TRANCHES

Les travaux de l'opération principale font l'objet de **quatre tranches** :

- Une tranche ferme : Instrumentation, restauration des toitures du bras de transept sud (couvertures, charpentes et maçonneries hautes), incluant la protection incendie de cette zone hors brouillard d'eau.
- Une tranche Optionnelle 1 : restauration des voûtes et dépose des étalements du bras de transept sud (phase 1), restauration des toitures de la nef, de la croisée et du clocheton (couverture, charpentes et maçonneries hautes), incluant la protection incendie de cette zone et le compartimentage des combles (phase 2), restauration des voûtes de la nef et de la croisée (phase 3).
- Une tranche optionnelle 2 : restauration des toitures du bras de transept nord (couvertures, charpentes et maçonneries hautes), incluant la protection incendie de cette zone (phase 1), restauration des voûtes et dépose des étalements du bras de transept nord (phase 2).
- Une tranche optionnelle 3 : dépose des étalements et restauration des sols du collatéral nord, protection incendie de l'horloge astronomique.

**NOTA :** La tranche ferme du présent marché (lot 12) s'exécutera lors de la tranche optionnelle 1 de l'opération principale.

**Le présent marché lot 12 fait l'objet de trois tranches :**

- **Tranche ferme** : Etudes de conception / d'exécution
- **Tranche Optionnelle 1** : Passage des réseaux et installation de colonne sèche (croisée, nef, chœur, transept sud)
- **Tranche optionnelle 2** : Installation technique et colonne sèche du transept nord

### 1.2. ALLOTISSEMENT

Les marchés de l'opération principale sont allotis de la façon suivante :

Les travaux sont décomposés en « **13** » **lots isolés**. Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

La désignation des lots est la suivante :

- ~~00 Instrumentation~~ (lot déjà attribué)
- ~~01 Surveillance du chantier~~ (lot déjà attribué)
- ~~02 Maçonnerie – Pierre de taille – Echafaudages~~ (lot déjà attribué)
- ~~03 Fourniture de tables de plomb refondues et neuves~~ (lot déjà attribué)
- ~~04 Couverture~~ (lot déjà attribué)
- ~~05 Charpente – menuiserie~~ (lot déjà attribué)
- ~~06 Sculpture sur pierre~~ (lot déjà attribué)
- ~~07 Restauration de sculpture sur pierre~~ (lot déjà attribué)
- 08 Décors peints – dorures (le lot n°08 fera l'objet d'une consultation ultérieure)
- 09 Vitraux – ferronnerie (le lot n°09 fera l'objet d'une consultation ultérieure)
- 10 Campanaire (le lot n°10 fera l'objet d'une consultation ultérieure)
- ~~11 Électricité – SSI – Parafoudre~~ (lot déjà attribué)
- 12 Brouillard d'eau

### 1.3. DEMARRAGE PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Il est prévu que **les études de conception commencent au premier trimestre 2024**. Par soucis d'anticipation technique avec le lot 2 Maçonnerie-Pierre de taille, le lot 5 Charpente-Menuiserie et le lot 11 Electricité-SSI, une **période d'échanges avec le candidat retenu serait prévue dès l'automne 2023**.

## ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en vertu des articles R 2123-1-1° et R 2131-12 du code de la commande publique.

### 2.2. MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES

Le marché est passé en un lot unique.

Il sera conclu :

- Soit avec une entreprise unique,
- Soit avec un groupement d'entreprises, conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement. Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique.

### 2.3. DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de l'opération principale est fixé à :

- **16 mois pour la tranche ferme (base marché, hors période de préparation de chantier de 2 mois si début des travaux en février et OS en novembre), à compter de la date portée sur l'ordre de**

service pour le démarrage des travaux (*tranche en cours de réalisation, fin prévue en février 2024*)

- 18 mois pour la tranche optionnelle 1 (hors période de préparation de chantier de 2 mois), à compter de la date portée sur l'ordre de service pour le démarrage des travaux
- 13 mois pour la tranche optionnelle 2 (hors période de préparation de chantier de 2 mois), à compter de la date portée sur l'ordre de service pour le démarrage des travaux
- 6 mois pour la tranche optionnelle 3 (hors période de préparation de chantier de 2 mois), à compter de la date portée sur l'ordre de service pour le démarrage des travaux

Le démarrage de la période de préparation prend effet à compter de la date mentionnée sur l'OS de démarrage notifié à chacun des lots.

Ce délai est également repris dans l'acte d'engagement.

#### **Calendrier prévisionnel du lot 12 (à titre indicatif et non contractuel) :**

- **Tranche ferme** : 2024 (durant la TO1 phase 1 de l'opération principale)
- **Tranche Optionnelle 1** : 2025-2026 (durant la TO1 phase 2 et 3 de l'opération principale)
- **Tranche optionnelle 2** : 2028 (durant la TO2 de l'opération principale)

Ce calendrier prévisionnel sera remplacé par un calendrier définitif qui sera notifié au titulaire du lot par OS. Le délai d'exécution de chaque lot doit s'inscrire dans le délai global de l'opération principale mentionné ci-avant.

## **2.4. DESCRIPTION ET SPECIFICATION DU SITE**

La description et la spécification du site sont listées dans le CCTP et ses annexes.

## **2.5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est mis en ligne à la disposition des opérateurs économiques sur le site plate-forme des achats de l'État PLACE: <https://www.marchés-publics.gouv.fr>.

## **2.6. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

### **a) Pièces particulières**

- Le règlement de consultation
- L'acte d'engagement et l'annexe 1 relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : CCTP 0 commun à tous les lots, CCTP du lot 12, du lot 02, du lot 05 et du lot 11
- Le cahier des charges fonctionnelles SSI
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot 12, du lot 02, du lot 05 et du lot 11
- Le rapport de présentation de Projet (ACMH) et son additif du 16/09/2021
- Le rapport de présentation de Projet BET structures (BMI) : Les préconisations structurelles en vue de la dépose des étalements et de la restauration des toitures hautes
- Le cahier graphique (ACMH)
- Le cahier graphique complémentaire (ASAP)

*Oise – BEAUVAIS – Cathédrale St Pierre – Achèvement de la restauration des toitures, restauration des voûtes, dépose des étalements du transept et de la nef, protection sécurité incendie des combles – Règlement de consultation - 4/12*

- Le dossier photographique (ACMH)
- L'étude structurelle (BMI)
- L'audit des installations existantes (HEXA)
- La fiche de travaux modificatifs 01 du lot 11 SSI (HEXA)
- La notice descriptive électricité – SSI (HEXA)
- Le cahier graphique électricité – SSI (HEXA)
- Les plans zoning Coordination SSI (HEXA)
- Le plan général de coordination SPS (VERITAS)
- Le rapport initial de contrôle technique (SOCOTEC)
- Le plan d'installation de chantier
- Les deux diagnostics parasites avant travaux (*ALJ, DIAGNOSTIM*)
- Les deux diagnostics amiante et plomb avant travaux du 20/08/2021 et du 5/05/2023 (APAVE)
- Analyse technique des données d'entrée documentaires-Evaluation des risques amiante (CMR-DIA-EVAL-AMIANTE-23-01-2023, CMR)
- Analyse technique des données d'entrée documentaires-Evaluation des risques plomb (CMR-DIA-EVAL-PLOMB-23-01-2023)
- Mesures ponctuelles charpente du 8/02/2023- Rapport de localisation des résultats de prélèvements surfaciques susceptibles de contenir du plomb (CMR)
- Note de synthèse des résultats de mesures surfaciques Plomb (CMR- NOTE – SYNTHESE MESURES 12-07-2023)
- La trame de mode opératoire (CMR)
- L'attestation de visite obligatoire
- L'ouvrage-guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-construction-en-periode-d-epidemie-de-coronavirus-covid-19.

## 2.7. CLAUSE D'INSERTION

Sans objet.

## 2.8. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les clauses sont définies dans l'article 6 du CCAP. Les mesures prises générales et spécifiques en faveur de l'environnement et du développement durable seront prises en compte dans la valeur technique de l'offre (article 4.1.2 du présent RC) .

## 2.9. VARIANTES IMPOSEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Sans objet.

## 2.10. VARIANTES A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

Les entrepreneurs devront impérativement étudier le projet de base conformément aux CCTP. Néanmoins, et dans un but d'économie ou d'amélioration technique, les entreprises soumissionnant au présent marché pourront remettre toutes variantes à condition que celles-ci n'entraînent pas une augmentation (de leur lot ou de celui des autres corps d'état) et qu'elles ne modifient pas l'esprit ni la qualité des travaux.

## 2.11. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Conformément au CCTP de chaque lot :

- **PSE 3 : Matériel nouveau locaux en TF de l'opération, concernera le Lot 11 Electricité-SSI (PSE retenue lors de la précédente consultation)**
- **PSE 4 : Protection horloge astronomique en TO3 de l'opération, concernera les Lot 02 et Lot 11 (PSE retenue lors de la précédente consultation)**

## 2.12. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt jours (180) calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 3 DOSSIERS REMIS PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

Les candidatures et les offres devront **obligatoirement** être transmises par format électronique via la plateforme de dématérialisation des marchés publics PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr))

Puis cliquer sur recherche avancée et indiquer en référence de consultation : **DRAC-HDF-2023-0002**

## 3.1. MODALITES DE PRESENTATION DES DOSSIERS

### Comment transmettre l'offre?

Sous format électronique **uniquement et directement sur** la plateforme des achats de l'Etat ; le dépôt est gratuit, les offres peuvent être modifiées jusqu'à la clôture de la consultation. Les documents n'ont pas à être signés électroniquement ; seul l'attributaire signera les documents du marché. A noter que le candidat est engagé sur son offre.

#### Nota relatif à la signature de l'offre

Conformément au code de la commande publique relatif aux marchés publics, la signature de l'offre n'est plus exigée au stade de la remise des offres. Le candidat est néanmoins engagé sur l'offre déposée.

La signature de l'acte d'engagement emporte acceptation des pièces constitutives du marché mentionnées à **l'article 8** du document.

Les pièces seront signées le cas échéant par un représentant qualifié de l'entreprise candidate.

En cas d'attribution du marché, seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type XAdES, CAdES ou PAdES, du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique et signera uniquement l'acte d'engagement.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. LES CANDIDATS SONT INVITES A PRENDRE EN COMPTE LES EVENTUELS DELAIS RESULTANT NOTAMMENT DE LEUR DEBIT DE CONNEXION INTERNET OU DE LA TAILLE DES PIECES TRANSMISES SUR LA PLACE.

Seul l'horodatage de réception de l'offre par la PLACE fait foi (et non la date et heure d'envoi par le candidat du fichier contenant son offre sur la plateforme).

Toute offre arrivée hors délai selon l'horodatage de réception de la PLACE sera écartée et non analysée par le pouvoir adjudicateur. Toute offre transmise sous forme papier sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.

## 3.2. CONTENU DE L'ENVELOPPE

### 3.2.1 – CONTENU DE LA CANDIDATURE

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature (formulaires DC1, DC2).

**Le formulaire DUME est à compléter en ligne sur la PLACE avant de joindre son offre.**

**Le candidat présentant un DUME vérifiera toutefois que l'ensemble des informations listées ci-dessous (notamment les qualifications le cas échéant) est bien présent dans son document unique.**

### **Ou**

La candidature doit contenir les pièces suivantes :

**1. Formulaire DC 1 « Lettre de candidature », complété et daté**

**2. Formulaire DC2 « déclaration du candidat », intégralement complété (dans sa rubrique E le cas échéant), daté, et accompagné des annexes suivantes :**

- a) Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance de son personnel, notamment son personnel d'encadrement,
- b) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose,
- c) Dossier de références concernant des prestations similaires réalisées sur les 5 dernières années dans lequel figurent les renseignements suivants : étendue et montant des marchés, période d'exécution et le destinataire public ou privé,
- d) Le chiffre d'affaire des 3 dernières années,
- e) Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

**3. Qualifications Particulières demandées pour l'opération :**

Le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références similaires en travaux sur monument historique, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

**Spécifiquement pour le Lot 12 : Brouillard d'eau :** L'entreprise fournira des références significatives de lutte contre l'incendie par système de brouillard d'eau haute pression de type « Déluge » supérieure à 35 bars et de classe 1, sous air, asservi à système de détection incendie (SSI/CMSI) dans le cadre de projets de nature, de taille et de complexité équivalentes sur immeubles de grande hauteur et/ou sur monument historique classé.

Les documents techniques **Norme NF EN 14972-1 de décembre 2020 et D2 APSAD** serviront pour définir les exigences minimales du système : Alimentation en eau, électricité, autonomie, mise en service, choix de la source d'eau...Cependant, ces documents ne permettent pas de définir des taux d'application surfaciques ou volumiques pour dimensionner l'installation. En l'absence de règles de dimensionnement portant sur le brouillard d'eau, les calculs devront être faits sur la base des taux d'application validés lors de campagne d'essais réalisés en laboratoires indépendants européens certifiés (CNPP, VdS, VTT). Il sera prévu par le présent lot une mise en œuvre classique avec les critères de positionnement de supports relatifs à la **règle NFPA 750**.

**4. La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement + Extrait Kbis ou équivalent à jour.**

Les formulaires DC 1 et 2 à jour au 1er avril 2019 peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

### **En cas de groupement :**

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement **l'intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (hormis la lettre de candidature - Formulaire DC 1 - qui est complétée par tous les membres du groupement sur le même document).

*Oise – BEAUVAIS – Cathédrale St Pierre – Achèvement de la restauration des toitures, restauration des voûtes, dépose des étalements du transept et de la nef, protection sécurité incendie des combles – Règlement de consultation - 7/12*



Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques, le candidat membre du groupement devra produire les mêmes documents concernant l'opérateur que ceux exigés des candidats. Le candidat membre du groupement produira, conformément à l'article R.2143-12 du code de la commande publique, la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

#### **En cas de sous-traitance :**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un sous-traitant, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC 2 ou autres documents sus mentionnés).

Par ailleurs, il adresse une déclaration spéciale (modèle type DC4 et accessible à l'adresse suivante) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du sous-traitant.

**NOTA :** En raison de la nature de la prestation et du haut degré de technicité requis, certaines des prestations du présent marché sont à maintenir directement sous l'exécution du titulaire principal et exclues de la sous-traitance, notamment :

- le pilotage du chantier d'installation
- la mise en service des matériels
- la maintenance du système (dans les modalités prévues au présent marché)

### **3.2.2 – CONTENU DE L'OFFRE**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées ci-après **complétées**.

Le dossier « offre » devra contenir les documents suivants :

#### **1 – L'acte d'engagement (AE)**

**Pour les groupements d'entreprises**, l'acte d'engagement sera complété soit par l'ensemble du cotraitant soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC 1 ou tout autre document d'habilitation).

**En cas de sous-traitance déclarée** au moment de la candidature, l'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (annexe n°1 de l'acte d'engagement – formulaire type DC4 dûment complété et signé) ;

**2 – La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** ci-joint, à compléter sans supprimer, ajouter ou modifier l'intitulé des postes (à l'exception des quantités qui sont données à titre indicatif)

**3 – Le mémoire technique**

**4 – L'attestation de visite obligatoire datée et signée.**

### **3.3. DEMATERIALISATION**

#### **3.3.1 - DEPOT DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE**

Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

#### **Liens utiles :**

<https://www.economie.gouv.fr/daj>



### 3.3.2 - FORMAT DES FICHIERS

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire devra disposer de logiciel capable de lire les « .zip ».

Le soumissionnaire doit signer préalablement les pièces constituant son pli avant la constitution du dossier zippé.

Le soumissionnaire est invité à :

- utiliser les formats « .doc », « .xls », « .pdf », « .odt », « .ods » ;
- à ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- à ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, la personne publique se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures suivant la demande de la personne publique.

### 3.3.3 - COPIE DE SAUVEGARDE

En complément d'un envoi par voie électronique, via la plateforme des achats de l'Etat PLACE, le candidat pourra transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique. La copie de sauvegarde (en plus de l'envoi sur PLACE) doit être envoyée avant les dates et heures limites de réception des offres, sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », à l'adresse suivante :

*DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES HAUTS-DE-FRANCE  
CONSERVATION REGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES  
5 rue Henri Daussy - 80044 AMIENS Cedex 1*

Si un virus est détecté sur les candidatures ou offres transmises par voie dématérialisée ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

## ARTICLE 4 EXAMEN DES OFFRES ET CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres sera établi selon les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R.2152-7.  
L'administration se réserve le droit de demander aux candidats des précisions sur le contenu de leur offre.

### 4.1 . CRITERES D'ATTRIBUTION ET DE JUGEMENT DES OFFRES

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 et R 2152-7 du code la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Critères		Pondération
1	Valeur technique de l'offre	60 points
2	Prix des travaux	40 points

#### 4.1.1 VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE (NOTE SUR 60 POINTS)

La valeur technique de l'offre sera appréciée sur la base du mémoire technique établi par le candidat.

Ce document abordera la façon dont est appréhendée l'opération sur le plan du contexte d'exécution des travaux, des moyens humains et matériels, de la méthodologie envisagée et des mesures prises pour l'environnement et pour la sécurité des compagnons.

Le critère « Valeur technique de l'offre » est décomposé selon les sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Sous-critères de la valeur technique de l'offre		Pondération
1.1	Compréhension de l'opération, de son contexte, adaptation aux contraintes spécifiques à l'intervention	15 points
1.2	Niveau de détail et de cohérence du mémoire avec le chantier objet de la consultation	10 points
1.3	Moyens du candidat en personnel affecté exclusivement au chantier avec présentation d'un organigramme de l'entreprise et l'équipe chantier y compris CV et références	6 points
1.4	Méthodologie de travaux et moyens employés pour améliorer la qualité du travail et la fiabilité du résultat, méthodologie détaillée spécifique à ce chantier	12 points
1.5	Moyens matériels de l'entreprise mis en œuvre sur le chantier	3 points
1.6	Mise en œuvre des matériaux spécifiques prescrits pour le chantier, connaissances et références adaptées à ces matériaux	6 points
1.7	Confirmation du calendrier prévisionnel de travaux et proposition éventuelle d'optimisation dans le cas où elle serait compatible avec les délais des autres lots	3 points
1.8	Prise en compte des contraintes spécifiques à l'intervention	5 points

#### Méthode de notation du critère technique :

Pour chaque sous-critère de la valeur technique, l'échelle de notation est la suivante par rapport au nombre de points maximum de chaque sous-critère :

- 0% Incohérent, pour le candidat qui n'a pas fourni la prestation demandée par rapport à un sous-critère fixé;
- 25 % faible, pour le candidat qui a fourni la réponse demandée par rapport à un sous-critère fixé mais dont le contenu ne répond pas aux attentes;
- 50% moyen, partiellement suffisant, pour le candidat qui a fourni la réponse demandée par rapport à un sous-critère fixé mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes;
- 75% bien, suffisant, pour le candidat qui a fourni la réponse demandée par rapport à un sous-critère fixé et dont le contenu répond aux attentes, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats;
- 100% très bien, bon et avantageux, pour le candidat qui a fourni la prestation demandée par rapport à un sous-critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un avantage particulier au maître d'ouvrage.

#### 4.1.2 CRITERE PRIX DES TRAVAUX (NOTE SUR 40 POINTS)

La note maximale (40 points), pour le critère « prix des travaux » de l'ensemble de l'offre, sera attribuée à la meilleure offre c'est-à-dire à l'offre de prix la plus basse parmi les offres non-éliminées sur le critère « Valeur technique de l'offre ou offre anormalement basse ».

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

La note maximale (40 points) sera attribuée à la meilleure offre c'est-à-dire à l'offre de prix la plus basse parmi les offres non-éliminées sur le critère « Valeur technique de l'offre », **sur le total de la DPGF ou du BPU** :

$$N_x = \frac{P_{\min} (*) \times 40}{P_x}$$

Où  $N_x$  est la note obtenue par l'offre X

$P_{\min}$  est le Prix HT de l'offre la plus basse

$P_x$  est le Prix HT de l'offre X

(\*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.

NOTA : En cas d'égalité arithmétique de la note finale (valeur prix sur 40 points + valeur technique sur 60 points), le critère **de la valeur technique sera prépondérant**.

Un classement unique toutes offres confondues est effectué.

**L'offre ayant obtenu le plus de points tous critères confondus est déclarée offre économiquement la plus avantageuse.**

## ARTICLE 5 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit sous un délai de 72 heures les pièces mentionnées aux articles R 2144-1 à R 2144-7 du code de la commande publique. À défaut son offre sera rejetée. Le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement de l'offre.

## ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 7 jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des offres, leur demande de renseignements sur la Plateforme des achats de l'Etat PLACE.**

Les réponses aux demandes de renseignements seront communiquées par le pouvoir adjudicateur sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE, à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises.

## ARTICLE 7 VISITE DES LIEUX

### Pour vous rendre sur place :

La visite **est obligatoire (attestation de visite joint au dossier de consultation)**.

Pour la visite obligatoire, l'attestation de visite sera à remplir et à viser par le représentant du maître d'ouvrage désigné ci-dessous.

Les candidats devront prendre connaissance du lieu d'exécution des travaux et de l'état visuel des ouvrages objets du présent marché.

**Nota bene : la circulation dans les combles de l'édifice est conditionnée au port de surchausses fournies sur place dès l'arrivée dans les coursives hautes. Le bras de transept sud n'est pas accessible.**

Les réponses aux questions écrites seront communiquées, via la plateforme des achats de l'Etat PLACE, à tous les candidats destinataires du dossier de consultation. Ces réponses seront diffusées **au plus tard le 25 août avant la date limite fixée pour la remise des offres.**

**Un créneau de visite obligatoire est programmé jusqu'au 31 août inclus.**

A prévenir 48h avant le déplacement.

Pour prendre rendez-vous (visites obligatoires ou visites à la demande du candidat), les candidats doivent s'adresser par courriel conjointement à :

Adrien PERRET : [adrien.perret@culture.gouv.fr](mailto:adrien.perret@culture.gouv.fr)

Tel : 03 22 97 33 05 / 07 64 56 53 80

Yoann ZOTNA : [yoann.zotna@culture.gouv.fr](mailto:yoann.zotna@culture.gouv.fr)

Tel : 03 22 97 33 24

Port : 06 88 23 54 40

François USQUELIS : [francois.usquelis@orange.fr](mailto:francois.usquelis@orange.fr)

Tel : 06 70 83 73 20

Jean-François MADRE : [jean-francois.madre@wanadoo.fr](mailto:jean-francois.madre@wanadoo.fr)

Tel : 06 37 82 52 27

## **ARTICLE 8 JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille.

Tribunal administratif (TA) de Lille

5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 62039 - 59014 Lille cedex

Téléphone 03 59 54 23 42

E-mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Règlement de consultation établi le 25 mai 2023

par le technicien des services culturels et des bâtiments de France, Adrien Perret,  
et l'ingénieur des services culturels et du patrimoine, Yoann Zotna.